

# Inégalités et défaut d'inclusion économique

## La crise politique dans la Tunisie post-révolutionnaire

JULIEN DUTOUR

La crise politique que connaît la Tunisie depuis l'été 2022 est, à bien des égards, sans précédent depuis le début de la séquence transitionnelle post-révolution (Chouikha & Gobe, 2015 ; Marzouki, 2016 ; Ben Achour & Ben Achour, 2012 ; Gana, 2013, Allal & Geisser, 2018). Dès les lendemains du départ de l'ancien Président, Zine el-Abidine Ben Ali, la Tunisie alterne entre espoirs et instabilité (Chouikha & Gobe, 2013). Bien que le quartet obtienne le Prix Nobel de la paix pour la conduite des négociations entre acteurs de la transition (Allal, 2015)<sup>[1]</sup>, les tensions politiques (crise de la représentation partisane depuis la troïka – Gobe & Chouikha, 2014<sup>[2]</sup> - bipolarisation politique et conflits entre Ennahdha, islamiste et Nidaa Tounis, accusé de réhabiliter des anciens acteurs du régime déchu<sup>[3]</sup>, montée du mécontentement populaire<sup>[4]</sup>), économiques ( augmentation du chômage, crise de la dette, loi de réconciliation économique et corruption – Meddeb, 2011 ; Carpentier & Dutour, 2020) et sécuritaires (assassinats politiques, attentats terroristes et contexte libyen) semblent continues.

L'immolation par le feu de Mohamed Tariq Bouazizi (Chabert – Dalix, 2012) le 17 décembre 2010 et le récit de la révolution, des rapports au régime (Salmon, 2016 ;

---

<sup>1</sup> Le quartet est composé de la centrale syndicale l'Union Général Tunisienne du Travail, de l'Ordre national des avocats de Tunisie, de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le syndicat patronal.

<sup>2</sup> Les trois partis vont se répartir les postes clés : Moncef Marzouki va devenir président de la République en jusqu'en 2014, élu par l'Assemblée Nationale Constituante (ANC), Ennahdha va obtenir le poste de chef de gouvernement (Hamadi Jebali et Ali Larayedh occuperont cette fonction) et Ettakatol aura la présidence de l'ANC. Deux vices présidences seront nommées, une place réservée à Ettakatol, une autre à Ennahdha.

<sup>3</sup> Entretien section locale de Nidaa Tounes, Sfax, juillet 2014, entretien députés nahdaouis, Tunis, juin 2014

<sup>4</sup> Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux produits, depuis la révolution, des rapports mensuels concernant les mouvements de contestations selon les secteurs et s'ils sont collectifs ou individuels : <https://ftdes.net/observatoire/>. Voir aussi International Crisis Group, La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie, 2017, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord, n°177, 31 pages, p. 5. Nous pouvons ici prendre comme exemple les sit-in qui ont eu lieu au site pétrolier d'El Kamour (gouvernorat de Tataouine) en 2017 ; ou encore avec le sit-in de Meknassy pour la réouverture de la mine de phosphates locale et l'emploi d'ouvriers (<https://nawaat.org/2017/07/17/meknassi-la-mine-de-phosphate-entre-tergiversations-gouvernementales-et-tractations-locales/>). Nous pouvons aussi citer Manich Msamah, mouvement de contestation contre la loi de réconciliation nationale du président Béji Caid Essebsi et dont le but était d'amnistier des acteurs économiques corrompus, a réussi à mobiliser la jeunesse à l'échelle nationale

Ayari, Geisser & Kréfa, 2011 ; Hmed, 2012 ; Chouikha & Gobe, 2011)<sup>[5]</sup> qu'elle révèle met en lumière les revendications populaires et la centralité des sous-prolétaires dans la lutte (Allal, 2016). De même, l'analyse de la dignité (Ayari, 2011), érigée en grande cause de la révolution, de ce que Benford et Snow ont appelé un « rapprochement de cadre » (Benford & Snow, 2012 ; Goffmann, 1991), explique en partie la « désectorisation » (Dobry, 1986) qu'a connu le mouvement dans son évolution, élément central de sa transformation en révolution. L'urgence de l'assainissement de la vie économique est apparu comme le sujet principal de la campagne présidentielle de 2019. Elle sera le cheval de bataille de Kais Saied, le nouveau chef de l'Etat.

Son arrivée va provoquer un regain de confiance chez différentes couches sociales modestes y compris dans les régions les plus pauvres de Tunisie. Décrit comme populiste, « populaire, nimbé d'une aura d'intégrité » (Gobe 2022 ; Gobe 2022 ; Camau, 2020), le combat acharné qu'il compte mener contre la corruption convainc les tunisiens. Cependant, cet espoir est vite déçu par une série de décisions qui questionnent sur un retour de l'autoritarisme. Le 25 juillet 2021, le président Kais Saied décide de déclencher l'état d'exception et de suspendre l'activité de l'Assemblée, puis de la dissoudre tout en fixant un référendum pour le vote d'une constitution au 25 juillet 2022. En pleine crise économique et alors que la Tunisie attend de nouveaux prêts de la part des bailleurs de fond internationaux, la faible participation aux élections législatives de 2022 – 2023 (8,8 % au premier tour) vient attester de la dégradation de la relation Etat/population, mais aussi de ce que représente la figure de Saied<sup>[6]</sup>. À Sidi Bouzid ou dans les régions de l'intérieur du pays, ces discussions sont particulièrement saillantes : la reconstruction d'un contexte économique sain, répondant aux aspirations révolutionnaires se fait non sans difficultés. Les inégalités socio-économiques perdurent et la marginalisation des catégories pauvres restent d'actualité.

---

<sup>5</sup> Entretien Khaled Aouania, avocat, Sidi Bouzid, 2016.

<sup>6</sup> Les mois de février et mars 2023 ont accentué encore la fracture de la population avec le pouvoir. Les arrestations en vue de la lutte contre la corruption ont parfois été décrites comme un symptôme de l'aléatoire du régime. Le 21 février, alors que la Tunisie négocie un prêt de 1,9 milliard avec le FMI, le président Kais Saied tient des propos visant l'immigration illégale provenant des pays subsahariens cause de troubles dans le pays. En reprenant les thèses du grand remplacement, issues des discours d'extrême-droite y compris locale, il accuse les populations africaines et les réseaux de passeurs de vouloir changer l'identité de la Tunisie. Ce discours anti-noirs suscite l'émoi. Des manifestations de soutien aux populations visées, moins de 1% des habitants de Tunisie, s'organisent et la Banque Mondiale, pourtant essentiel pour maintenir le pays à flot, arrête ses activités en Tunisie.

## 1. **Lutte nationale et revendications locales : les problématiques socio-économiques de la révolution**

La révolution tunisienne montre la centralité des sous – prolétaires dans l'action contestataire mais aussi l'articulation du national et du local, des « mobilisations localisées » (Dechézelles & Olive, 2016 ; Dechézelles & Olive, 2019) en réaction à des « injustices spatiales » (Fautras, 2017), jusque-là combattues au quotidien (Bayat, 2010) par des formes d' « infrapolitique » (Scott, 2006). Dans le déroulement des événements, le passage à l'échelle nationale renvoie souvent au particularisme des revendications locales. L'importance du local dans la construction des slogans contient, en cela, un ressort majeur de la révolution : le combat contre les déséquilibres entre régions dans le développement socio-économique (Daoud, 2011 ; Belhedi, 1999 ; Hibou, 2015). En l'occurrence, les revendications nées à Sidi Bouzid reflètent le contexte spécifique au gouvernorat, paradoxal et marginalisant. En réponse à ces déséquilibres, l'économie sociale et solidaire et l'entrepreneuriat social vont apparaître comme des solutions crédibles et inclusives. Ce secteur « complémentaire aux secteurs public et privé »<sup>[7]</sup> attire acteurs nationaux et internationaux<sup>[8]</sup>. Devant l'impasse du chômage et du manque d'investissement dans les régions intérieures du territoire<sup>[9]</sup>, le pouvoir va inclure l'ESS comme priorité du plan quinquennal 2016 – 2020<sup>[10]</sup>, et répondre au besoin de cadrage du secteur. L'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) va proposer, dans un premier temps, « un projet de loi organique relative à l'ESS » (Elachhab, 2018). Après plusieurs années de tractations durant lesquelles le secteur se développait dans un flou juridique, la loi est adoptée par l'Assemblée des Représentants du Peuple le 17 juin 2020 puis publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne le 3 juillet de la même année.

---

<sup>7</sup> <http://www.pm.gov.tn/pm/actualites/actualite.php?lang=fr&id=8457> Cette intervention vient en préalable de la décision de produire une loi encadrant le secteur

<sup>8</sup> Respectivement le Réseau Tunisien de l'Economie Sociale, actif avant la révolution, le Laboratoire de l'Economie Sociale et Solidaire (financé par l'Agence Française de Développement) ; la COSPE (Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti soit la Coopération pour le développement des pays émergents) ou encore la Commission européenne.

<sup>9</sup> Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale & le PNUD, Étude Stratégique sur l'Économie Sociale et Solidaire – résumé, 2017, 33 pages, p. 9. Étude réalisée par un comité de pilotage.

<sup>10</sup> <https://www.ecomnewsmed.com/2016/10/31/la-tunisie-veut-adopter-leconomie-sociale-et-solidaire-pour-son-developpement/>

### a. Les spécificités du développement à Sidi Bouzid.

La remise en cause du modèle de développement n'est pas une simple perception théorique des rapports économiques que les populations régionales, et plus encore les plus fragiles d'entre elles, se confrontent au quotidien. Le développement local de l'indépendance à la révolution a évolué vers un paradoxe certain. D'une part, jusqu'en 2009, Sidi Bouzid fait face à un défaut de développement public et privé frappant (tableau 1).

Tableau 1 : investissements globaux (public + privé) entre 1992 et 2009<sup>[11]</sup>

Gouvernorat	Masse globale d'investissements (en millions de dinars)	Investissements globaux par tête d'habitant (en dinars)
Gouvernorat ayant le plus bénéficié des investissements globaux par habitant (Zaghouan)	2 129	12 453
Gouvernorat de Sidi Bouzid	2 092	5 053
Gouvernorat ayant le moins bénéficié des investissements globaux par habitant (Sidi Bouzid)	2 092	5 053

Source: « Diagnostic global, PREDD Kasserine 2013, Sami Aouadi »

Nous voyons sur le tableau de Sami Aouadi que Sidi Bouzid est le gouvernorat le moins doté en investissement par habitant sur la période, donnant les contours d'un sentiment de pauvreté et d'inconsidération partagé par la grande majorité des bouzidis et agit comme un stigmate venant de l'extérieur et intériorisé par les habitants de Sidi Bouzid. Pour les acteurs économiques de la région, deux éléments complémentaires peuvent expliquer cet indicateur : la région ne bénéficie pas d'un environnement attrayant pour les investisseurs qui leur préféreront les littoraux voire les villes alentours<sup>[12]</sup> ; les jeunes travailleurs locaux migreront vers les villes littorales comme Sousse et Sfax pour trouver le travail, même précaire, qu'ils n'auront pas en restant sur place<sup>[13]</sup>.

Dans le même temps, le PREDD constate qu'avant les soulèvements de la fin de l'année 2010, « les investissements agricoles sont en constante progression et le

<sup>11</sup> Table Ronde économique de Sidi Bouzid, Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable (PREDD) du gouvernorat de Sidi Bouzid, Version provisoire, 2014, 519 pages, p. 56

<sup>12</sup> Entretien Rachid, chef d'entreprise et directeur du centre d'affaire de Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, 2016.

<sup>13</sup> Table Ronde économique de Sidi Bouzid, op. cit., p. 50

gouvernorat de Sidi Bouzid occupe la première place à l'échelle nationale au niveau des investissements agréés »<sup>[14]</sup>. Ainsi, ces investissements provenant de bailleurs de fonds et d'associations, caractérise un sous-développement spécifique, à la fois parce qu'il n'est pas uniforme et parce qu'il semble être un choix en partie politique. La confrontation de la faiblesse des chiffres de l'investissement global et de l'investissement agricole ne fait que mieux refléter l'absence de considération pour les autres secteurs à l'échelle locale. Ce sentiment est conforté par les chiffres de l'emploi dans la région, où l'on remarque aisément une forme de dépendance de l'économie locale au secteur agricole (tableau 2).

Tableau 2. Evolution de la création d'emploi selon les secteurs à Sidi Bouzid, par moyenne annuelle <sup>[15]</sup>

Période	Agriculture	industries manufacturières	mines énergies	bâtiment travaux publics	services marchands	Services non marchands	Non déclarées	TOTAL	Total (hors agriculture)
1975-1984	520	-138	4	527	254	250	184	1 602	1 082
1984-1989	1 284	868	18	224	912	530	-318	3 518	2 234
1989-1994	-1 458	71	29	1 428	697	482	10	1 258	2 716
1994-1999	2 048	-1 044	-45	1 064	500	202	-43	2 683	634
1999-2004	-2 360	246	21	-1 014	446	1 121	112	-1 428	932
2004-2009	4 043	-336	-25	-416	780	-473	133	3 707	-336
1975-1994	201	182	14	684	544	385	6	2 016	1 815
1994-2009	1 244	-378	-16	-122	576	283	67	1 654	410

Sources : « Recensements et enquêtes sur la population », INS

Nous voyons alors avec netteté l'importance de l'agriculture qui, entre 1994 et 2009 est le secteur qui crée le plus d'emploi, bien plus que les autres secteurs. Si bien que la dynamique de l'emploi dépend des fluctuations de l'agriculture.

Ce développement construit sur un paradoxe maintient donc une forme de précarité généralisée dans le sens où la dépendance à l'agriculture enferme plus qu'elle ne libère la capacité à intégrer tous les travailleurs potentiels. Le manque de développement des autres secteurs contribuent à former des armées de réserve de travailleurs en quête de stabilité relative, voire même des diplômés qui

<sup>14</sup> Ibid., p. 97

<sup>15</sup> Ibid., p. 21, tableau 02 « Tableau 02 : Gouvernorat de Sidi Bouzid : créations nettes d'emplois selon les principaux secteurs de l'économie (Moyenne annuelle) »

souhaiteraient, à défaut de capitaux sociaux, pouvoir obtenir une situation jugée satisfaisante. C'est en cela que le soulèvement qui arrive à la fin de l'année 2010 contient une dimension locale puissante.

Les premiers temps du soulèvement tunisien sont caractérisés par trois éléments. Le premier que nous avons relevé, c'est l'apparition des classes paupérisées comme motrice de l'action contestataire et de remise en cause de l'action. Nous avons aussi mis en avant la dimension locale du soulèvement qui se combine avec des revendications socio-économiques portant notamment sur le travail et l'absence de perspectives professionnelles, ancrées dans une histoire et des rapports de force avec les autorités et un modèle de développement spécifique et dégradant.

#### b. L'économie sociale et solidaire (ESS) et l'entrepreneuriat social comme pratiques locales

Par son soulèvement, la population de Sidi Bouzid a questionné non seulement son degré d'inclusion dans la stratégie nationale de développement qui facilite les déséquilibres sociaux, mais aussi le manque de consultation du pouvoir et de toute possibilité de participer à un projet économique tunisien<sup>[16]</sup>. L'ESS et l'entrepreneuriat social (Allemand, 2010 ; Boutillier, 2010 ; Draperi 2011 ; Defourny & Nyssens, 2011 ; Laville, 2019) doivent intégrer ces problématiques dans leur réflexion sur leur rôle à l'échelle locale.

En 2016, la prise en compte de l'ESS dans le nouveau plan quinquennal incite à la densification des projets provenant de ce secteur dans les régions défavorisées. Dans ce cadre, l'Initiative pour l'emploi dans l'ESS (IESS), mobilisant plusieurs structures associatives et organisations tunisiennes et internationales, vont établir un diagnostic des secteurs défaillants dans certaines régions, comme Mahdia, Kasserine, Jendouba et Sidi Bouzid<sup>[17]</sup>. Quatre domaines d'action prioritaires vont alors être identifiés : le travail des femmes, la santé, l'éducation et l'industrialisation<sup>[18]</sup>. À la suite de ce travail d'expertise, la Tunisian Center for Social Entrepreneurship (TCSE) va créer des associations locales, pour une durée de deux ans, nommées Lingare. Elles auront pour fonction, à la fois de démocratiser l'entrepreneuriat social auprès de jeunes porteurs de projets, d'être des incubateurs d'entreprises sociales, mais aussi de créer un réseau de sociabilité autour de ce secteur (Sigillò & De Facci, 2018). De 2016 à 2018, Lingare Sidi

---

<sup>16</sup> Entretien Hassan, acteur de la société civile bouzidienne, Sidi Bouzid, 2016

<sup>17</sup> <https://www.facebook.com/IESSTUNISIE/>

<sup>18</sup> Entretien Hassan, acteur de la société civile bouzidienne, Sidi Bouzid, 2016

Bouzid va tenter de se développer autour d'activités que nous pourrions classer en deux pôles : d'une part, et qui constitue la principale mission de Lingare, les activités liées à la diffusion de l'entrepreneuriat social de manière concrète, d'autre part, des activités plus culturelles, comme le club cinéma. Bien que jamais sans lien avec le secteur de l'ESS de manière élargie, l'orientation choisie par Lingare Sidi Bouzid visait aussi à créer des liens tels que les membres, appelés Lingariens, se sentiraient appartenant à une communauté solidaire.

Pourtant, Lingare s'appuie déjà en partie sur des sociabilités constituées. Outre le fait que les membres de sa direction sont des acteurs reconnus de la société civile locale, une grande partie des personnes qui vont régulièrement fréquenter l'association ont déjà des connaissances de base sur l'entrepreneuriat social ou ont pu réfléchir à engager un projet d'entreprise sociale<sup>[19]</sup>. C'est le cas notamment de l'académie de l'entrepreneuriat, située à Lessouda, à huit kilomètres de Sidi Bouzid. L'engagement des individus au sein de Lingare Sidi Bouzid s'opère donc de manières différenciées, aussi bien par les réseaux liées à l'entrepreneuriat social que plus classiquement, par des liens amicaux, familiaux ou de proximité (McAdam, 2012 ; El Chazli, 2012). De fait, les porteurs de projets, tout comme les membres de la direction, sont issus de classes diverses. Lingare est moins une structure réservée aux classes dites populaires qu'un lieu transclasse et non genré. En cela, l'association contribue à constituer un lieu d'interconnaissance complexe, lui-même hiérarchisé et qui constitue un espace de promotion professionnelle et donc de valorisation individuelle. Outre la direction de l'association, composée de deux membres en parité de genre, les plus assidus et les plus avancés deviennent vite de relais de confiance qui peuvent accueillir, informer ou intégrer de nouveaux individus, jusqu'à se voir confier des responsabilités pédagogiques. La verticalisation de ces rapports contraste pourtant avec les pratiques inclusives voulues par Lingare. Tous les projets soutenus par Lingare et qui ont pu être observés remplissent les critères de démocratie interne et de finalité sociale, mais aussi de valorisation des ressources locales. Que ce soit par l'utilisation de produits recyclés (projet de fripes), de matières perdues (projet de mise en commun d'artisans indépendants qui produisent des outils en bois d'oliviers) ou de besoins locaux (projet de fabrication de biscuits bio ou projet de fabrication d'imprimante 3D), tous se questionnent sur la centralité de la réappropriation de l'espace local.

Parce que ce sont, là aussi, des pratiques en constante négociation, les volontés inclusives côtoient parfois une verticalisation des rapports internes. Ces interrogations nous renvoient à la fois aux revendications révolutionnaires et aux

---

<sup>19</sup> Entretien Rebah, porteuse de projet, Sidi Bouzid, 2017.

ruptures réclamées, mais aussi à la nature même de l'entrepreneuriat social comme alternative ou continuité des modèles de développement libéraux.

### c. Concevoir l'entrepreneuriat social comme continuité ou rupture

L'adaptation au local de l'entrepreneuriat social met en exergue la plasticité des pratiques qui lui sont liées afin de faire correspondre mission sociale et création de richesses. C'est ainsi que nous avons noté que, dans la conduite de l'action, l'horizontalité revendiquée se confronte parfois à la verticalisation de fait. Ces questions reviennent dans lorsque l'on observe la nature des activités proposées par Lingare. Nous laisserons ici volontairement de côté les activités de discussion ou plus artistiques qui si elles servent à construire à groupe et à installer un contexte propice à la dimension sociale à la voie entrepreneuriale choisie, n'est pas directement centrée sur les moyens disponibles pour que les projets soient menés à bien. Parmi les activités « pédagogiques », destinées à des formes variées de l'apprentissage de l'entrepreneuriat social, plusieurs formes sont retenues. D'une part, les formations se concentrent sur les notions véhiculées par le secteur et à la mise en pratique de ces notions, d'autre part, Lingare organise, contribue (avec le TCSE) ou accueille des programmes qui donnent lieu, souvent, à des récompenses individuelles.

La centralité de « l'innovation sociale »<sup>[20]</sup> typique de l'acteur de Schumpeter (Boutillier & Uzindis, 2013 ; Kirzner, 1973) dans la présentation publique de l'association est une dynamique collective constante mais abordée différemment selon les activités. Les formations, par exemple, reflètent cette orientation par la survalorisation des techniques de communication ou du placement de l'entreprise dans un environnement concurrentiel comme moyen de faire grandir l'entreprise. Ces formations, qui portent en général sur deux ou trois séances d'une durée de quatre heures chacune, sont dispensées soit par des intervenants ou « coaches » internes<sup>[21]</sup>, soit par des invités disposant alors d'autant plus de légitimité qu'ils sont externes à l'association et reconnus pour leur compétence. C'est le cas notamment de l'atelier Innovation et financement alternatif, dispensé par un chef d'entreprise de la région et qui, lors d'une séance, a été accompagné par un des hommes de média les plus importants du pays, directeur de Tunivisions et ancien

---

<sup>20</sup> Cette rhétorique est présente dès la présentation de Lingare Sidi Bouzid, par les différents acteurs qui y prennent part (Entretien Wahib, entrepreneur social, Sidi Bouzid, 2017 ; entretien Hassan, acteur de la société civile bouzidienne, Sidi Bouzid, 2016, [https://www.facebook.com/lingare.sidibouzid?locale=fr\\_FR](https://www.facebook.com/lingare.sidibouzid?locale=fr_FR))

<sup>21</sup> Nous qualifierons d'intervenants internes trois types d'acteurs : les membres de la direction certifiés pour pouvoir donner des formations, des porteurs de projets qui transmettent leurs expériences ou leurs acquis et des personnes qui ont fréquenté l'association ou qui ont des proches qui y sont engagés mais qui travaillent dans la société civile bouzidienne, en ONG ou association (Mercy corps, médecins sans frontières, etc). Notes de terrains.



membre du parti-Etat, le Rassemblement Démocratique Constitutionnel<sup>[22]</sup>. Les formations délivrent assez sensiblement une vision libérale classique de l'entrepreneuriat. L'optimisation des stratégies de communication, la conception d'un business plan par l'utilisation du business modal Canvas (Osterwalder & Pigneur, 2010)<sup>[23]</sup> ou la maîtrise des finances, même si nécessaires, participent de la rationalisation économique de l'activité au détriment de sa finalité sociale. Ce « processus « d'isomorphisme » » (Hély, 2017) dont parle Matthieu Hély se produit ici sur la capacité des acteurs à reproduire les schèmes du capitalisme, mais aussi la mise en concurrence des acteurs participants puisque certaines formations s'organisent sous la forme sélective des meilleurs<sup>[24]</sup>. Pourtant, l'association tend à valoriser son angle alternatif, d'une part en organisant des rendez-vous réguliers, les « dialogues co-créatifs », lors desquels les porteurs de projets discutent entre eux des problèmes auxquels ils font face. De même, les problématiques politiques sont conscientisées chez les plupart des participants et l'entrepreneuriat social est plutôt conçu comme rupture politico – économique. En 2016, en plein institutionnalisation de l'ESS et de l'entrepreneuriat social en Tunisie, R. y voyait surtout une tentative de réappropriation :

*« Le pouvoir essaye de reprendre l'entrepreneuriat social, de faire comme si c'était leur idée. Ça fait des années qu'on essaye de le faire ici, des années qu'on réfléchit à notre projet d'entreprise sociale, qu'on suit des formations. On sait qu'il n'y a pas d'emploi, qu'on doit intégrer la participation et l'humain dans nos projets. Le pouvoir est en retard, il ne fait que suivre la tendance. »<sup>[25]</sup>*

La rupture politique ne serait donc pas seulement relative avec le régime de Ben Ali et son modèle de développement déséquilibré mais est une marque de méfiance envers les autorités post – révolutionnaire. Pourtant, nous voyons ici que l'altérité est parfois ambiguë. Nous pourrions reprendre les remarques de Matthieu Hély sur l'ESS et dire que d'une part l'entrepreneuriat social constitue moins une alternative au capitalisme qu'une esquisse de modèle de développement plus inclusif socialement et géographiquement (Hély, 2017)<sup>[26]</sup>. La rupture politique est aussi sujette à analyse : si elle concerne en premier lieu l'élément compradore du

---

22 <https://www.businessnews.com.tn/Nizar-Cha%C3%A2ri--je-suis-fier-d%C3%AAtre-un-ancien-du-RCD,520,123486,3> Le RCD, parti de Ben Ali, a été dissous le 9 mars 2011.

23 Entretien Ikram, direction de Lingare Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, 2016.

24 C'est notamment le cas des « Pitch days » en novembre 2017.

25 Entretien Rebah, porteuse de projet, Sidi Bouzid, 2017.

26 Matthieu Hély disait justement « si l'ESS constitue une alternative en actes à l'économie de marché, elle n'en n'est pas pour autant une alternative au capitalisme » p. 549.

régime, la réponse aux revendications révolutionnaires s'expriment par l'ambition de donner à Sidi Bouzid un rôle décent dans le projet de développement national.

L'entrepreneuriat social se trouve donc au cœur des enjeux socio-économiques post-révolutionnaires. Bien que la stratégie nationale privilégie une institutionnalisation à rebours du secteur pour combler le manque d'emploi dans les régions défavorisées, les acteurs bouzidiens semblent valoriser sa dimension alternative et la réappropriation des ressources locales. En cela, certaines formes de déconnexion entre les buts sociaux revendiqués et les moyens employés s'opèrent et l'entrepreneuriat social demeure traversé par des rapports sociaux, économiques et politiques qu'il tend parfois à reproduire.

## 2. Les effets sociaux de l'entrepreneuriat social sur les populations investies

L'ESS et, en l'occurrence l'entrepreneuriat social, restent des moyens de développement employés qui, en permettant une approche plus locale se revendique plus égalitaire. Nous pouvons constater que le critère d'inclusivité sociale, central dans les mots d'ordre révolutionnaires, s'applique aux activités de Lingare Sidi Bouzid. Les porteurs de projets sont issus de milieux divers tout en avançant sur des projets corrélés à leurs intérêts de classe. Cependant, ces pratiques nouvelles s'ancrent dans un contexte structurellement inégalitaire et marginalisant. Nous l'avons vu précédemment, les indicateurs de développement convergent vers de fortes inégalités inter – gouvernementales<sup>[27]</sup> au détriment de Sidi Bouzid, elle-même objet de fortes disparités intra-gouvernementales. À la révolution, l'indice de Gini de la région centre-ouest en fait la région la plus inégalitaire de Tunisie avec le Grand Tunis<sup>[28]</sup>. Ainsi, les acteurs de la reconstruction de

---

<sup>27</sup> En 2012, l'indice de développement régional (IDR) place Sidi Bouzid à la 22e place (sur 24), avec un résultat de 0,28 (au contraire de Tunis et des régions plus développées qui se maintiennent dans le haut de ce classement) ; l'indice de communication mesurant l'accès à internet place Sidi Bouzid à la 22e position (sur 24), l'indice de richesse et d'emploi place aussi Sidi Bouzid à la 22e place sur 24 aux côtés des gouvernorats de l'intérieur et, l'Indicateur de développement humain (IDH) classe Sidi Bouzid à la 23e place (sur 24). L'ensemble de ces indicateurs tendent à montrer, par les données quantitatives, le sous-développement de Sidi Bouzid et plus généralement des régions du nord-ouest, centre-ouest et du sud. Table Ronde économique de Sidi Bouzid, op. cit., p. 203 – 205 ; Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD), document synthétique, GIZ, 2015, 36 pages, p.14

<sup>28</sup> Friedrich Ebert Stiftung, Amina Magouri, Nizar Alaya, Riadh Ben Jelili & Abdessatar Mabkhout, Déséquilibres régionaux et inégalités sociales en Tunisie. Axes et actions prioritaires, Tunis, Friedrich Ebert Stiftung, Projet régional « Vers un développement juste dans la région MENA », 89 pages, p. 38.

l'environnement économique local héritent de dynamiques inégalitaires inter et intra-régionales à combattre.

a. L'entrepreneuriat social comme remède aux inégalités socio-économiques locales ?

Dans son accompagnement des jeunes entrepreneurs sociaux en devenir, Lingare se trouve, à un moment donné bloquée. Son rôle pédagogique et plus globalement de relai local pour la démocratisation des valeurs de l'entrepreneuriat social s'arrête au moment où la question du financement commence. Les activités et formations préparent les Lingariens à obtenir des fonds par l'inculcation de techniques sectorielles sans qu'elles puissent assurer à tous ceux que Lingare a accompagné jusqu'à la finalisation de leur projet qu'ils pourront le financer.

La quête de financement est donc une partie inhérente au projet à laquelle Lingare est, le plus souvent, indirectement liée. Pour les porteurs de projets, cette tâche peut devenir un emploi à temps plein tant les occasions sont rares et peu diversifiées. Trois types de financement sont possibles.

a) Le premier, c'est le prêt bancaire. Cette option tient du parcours du combattant tant c'est une procédure longue et fastidieuse. F, gérante d'une parapharmacie dans le centre-ville de Sidi Bouzid, se rappelle de ces démarches :

*« J'ai quitté mon travail d'analyste dans un laboratoire médical pour mon projet de parapharmacie, mais c'était compliqué. J'ai fréquenté Lingare mais finalement assez peu parce que mon projet était presque prêt. J'avais peu de garantie financière donc je me suis tournée vers les banques. J'ai eu un rendez-vous à la BTS (ndlr : Banque Tunisienne de Solidarité), j'ai présenté mon projet et l'évaluation de ce que j'avais besoin. Le conseiller m'a dit que j'aurai un retour. J'ai attendu plusieurs mois que l'on me tienne au courant, mais je n'avais rien. (...) J'ai donc de nouveau demandé, et la personne m'a dit que ce n'était pas possible pour le moment, qu'il fallait continuer les démarches. J'ai encore attendu puis j'ai demandé un rendez-vous. Suite à celui-ci, on m'a accordé un prêt, bien insuffisant. J'ai pu avancer un peu mais pas assez. (...) Là j'ai un rendez-vous dans quelques jours parce que je pourrais avoir un peu d'argent encore, qu'il faudra que je rembourse un peu plus tard. »<sup>[29]</sup>*

Nous voyons ici que plusieurs difficultés surviennent. D'une part, les instances jusqu'en 2020 au moins, sont insuffisantes. F., comme tous ceux qui ont effectué une demande de prêt, se sont tournés vers la Banque Tunisienne de Solidarité, non

---

<sup>29</sup> Entretien F., entrepreneuse sociale et parapharmacienne, Sidi Bouzid, 2017

spécialisée dans les solutions adaptées à l'entrepreneuriat social. Les prêts, lorsqu'ils sont accordés, sont engagés non sur la personne morale mais sur le nom de l'entrepreneur social, ouvrant sur de potentielles situations de fragilité économique dramatiques. Ces solutions privilégient donc des acteurs aux situations économiques relativement stables, ou qui ont d'autres sources de revenus. Cependant, le plus souvent, le prêt n'est pas accordé du fait de la pauvreté des acteurs concernés.

Le temps du processus et leur connaissance sont aussi des obstacles à considérer. La dimension temporelle est un critère sélectif préalable, du simple fait qu'elle n'a pas la même signification pour des personnes issues de classes moyennes ou prolétaires. Ainsi, parce que les plus modestes n'ont pas les moyens d'attendre les premiers prêts, ils ne choisissent pas cette option. De même, F, avec un diplôme d'ingénieure, se projette mieux dans ce genre de représentation de soi que des acteurs qui ont d'eux-mêmes une image fortement dégradée. Ainsi, la solution bancaire est souvent délaissée, avant, pendant (par fatigue ou répétition des refus de prêts) ou après (par la faiblesse constante des montants) par les porteurs de projets.

#### b) La participation à des concours et l'obtention de gains et de gratifications

La deuxième possibilité pour les porteurs de projets, compatible ou indépendante de la première, réside dans la présentation de leur projet lors d'événements organisés par des bailleurs de fonds internationaux ou nationaux<sup>[30]</sup>. Idéalement, les associations ou les structures de support des entreprises sociales comme Lingare Sidi Bouzid préparent les porteurs de projets à concourir à ces concours. Cependant, les critères de sélection et les exercices préparatoires participent à la construction de normes liées au secteur (Ben Adballah, Béji – Brécheur & Zeribi, 2019). Ainsi, une vision verticale s'impose. La volonté d'objectivation des exigences des juges conduit les porteurs de projets à adapter leurs projets, leurs discours, leurs manières de faire à celles-ci, à déplacer leur action de la nature du projet à sa vente. De ces processus émergent une uniformisation parfois inconsciente des projets, des argumentations, qui surpassent l'utilité sociale de la future entreprise sociale. Mais ce rétrécissement des perspectives est le résultat de la mise en compétition des jeunes entrepreneurs qui, pour une grande partie modeste, confèrent de grands espoirs en ces concours, comme Rima.

---

<sup>30</sup> C'est le cas notamment de la Banque Africaine de Développement pour le concours AgriPitch ou Mercy Corps, notamment pour le concours « Hub d'employabilité », mais il existe plusieurs concours plus confidentiels auxquels participent plusieurs acteurs rencontrés.

*« J'ai candidaté à plusieurs concours, j'ai présenté plusieurs fois mon projet. Il y a de gros problèmes de diabète dans la région et on a peu d'infrastructures de santé ici (à Sidi Bouzid). J'ai pensé qu'il fallait penser aux enfants et commencer par une rééducation à la nourriture saine. Mon projet c'est de faire des goûters à partir d'anciennes recettes traditionnelles, avec des produits locaux et sains. Les goûters étaient contrôlés par des médecins pour qu'ils soient assez sains. Il y a tellement de monde à ces concours, souvent je n'ai rien eu. Une fois, je suis arrivée troisième, j'ai gagné 500 dinars. C'était trop faible pour faire quelque chose, ça a simplement financé quelques fournitures, mais je ne pouvais pas faire avancer mon projet d'entreprise sociale. »<sup>[31]</sup>*

L'édification de normes qui serviraient à voir les projets viables, et la concurrence, qui participe à la création de la communauté des entrepreneurs sociaux y compris au niveau local, sont en eux-mêmes des éléments qui influencent la fonction sociale de l'entrepreneuriat social. Mais la rareté et la faiblesse globale des récompenses aiguës encore ces dynamiques de concurrence et la sélection sociale que ces concours opèrent. Générateurs d'espoirs, ils sont bien insuffisants pour des individus des classes prolétaires.

c) Le financement personnel ou familial.

La rareté ou la faiblesse des deux possibilités de financement précédents amènent les individus à envisager des formes d'autofinancement. Or, cela implique pour les acteurs d'avoir soi-mêmes des fonds mobilisables et donc certainement avoir un emploi, ou un contexte familial qui favorise cette solution. C'est ce qu'a choisi R., parapharmacienne dont la situation a déjà été évoquée, face à ces relations avec la banque.

*« Pour lancer mon entreprise, j'ai dû demander de l'argent en plus des prêts. Mon père était un gros commerçant de la région, donc quand je lui ai demandé il m'a prêté l'argent que je voulais. Sans ça, je n'aurais pas pu. »<sup>[32]</sup>*

Il y a là un blocage. Se sentant illégitimes dans un espace social au sein duquel ils ont été marginalisés, les acteurs issus des milieux pauvres sont la plupart du temps écartés des financements précédemment cités et renvoyés vers la solution individuelle qui leur est impossible. Cela conduit à des choix comme Rebah a dû faire.

*« Mon projet, c'était toute ma vie, j'y accorde énormément d'importance, surtout après ma longue période de chômage. J'étais perdue et l'entrepreneuriat social, c'est vraiment ce qui m'a remotivée. Mais j'ai eu l'opportunité d'avoir un emploi à la SONEDE. Je n'ai pas pu faire les*

---

<sup>31</sup> Entretien Rima, entrepreneuse sociale, Sidi Bouzid, 2017.

<sup>32</sup> Entretien R., parapharmacienne et entrepreneuse sociale, Sidi Bouzid, 2017.

*deux parce que la SONEDE m'imposait d'abandonner mes autres activités. Alors j'ai laissé de côté mon projet, c'était très difficile.»<sup>[33]</sup>*

Les projets réalisés, soit passés de l'état de projet à l'état d'entreprise sociale, sont majoritairement ceux portés par des individus issus de classe moyenne ou aisées, qui ont souhaité changer de métier, repartir de zéro, être plus indépendants. L'entrepreneuriat social, qui porte comme première revendication l'inclusion sociale et la réduction des inégalités socio-économiques reconduit et renforce les mécanismes inégalitaires qui étaient déjà à l'œuvre avant la révolution. En cela, sa mission est perçue comme un échec.

#### b. Le sentiment d'échec chez les acteurs de l'entrepreneuriat social.

Ce sentiment d'échec, dont parle Quentin Chapus dans ses analyses sur les start-up au Maroc (Chapus, 2018), est en partie relatif puisqu'il est directement subordonné à l'évaluation du secteur en terme « d'impact »<sup>[34]</sup>. Pourtant, l'indéfinition de ce terme et la variabilité des indicateurs sur lesquels il se fonde rendent le jugement imprécis. Le faible nombre de projets qui sont arrivés au bout et l'influence insuffisamment concrète sur le contexte socio-économique local pourraient s'expliquer par la structuration de Lingare et par le constat selon lequel « les cadres de l'entrepreneuriat social sont déconnectés des besoins immédiats de la population sur le terrain. »<sup>[35]</sup>. Nous retrouvons ici l'analyse faite par Johanna Siméant-Germanos de la gestion du travail au sein des associations internationalisées. Pour l'autrice, la verticalisation des rapports internes impulsés par le haut conduit à des « tensions permanentes entre « le siège » et le « terrain » » (Siméant – Germanos, 2012). Rapportées à l'échelle nationale, dans les conditions même de domination dont il est question dans ces analyses, cette division du travail entre une direction uniquement décisionnaire et une équipe locale qui applique l'action est une organisation contestée. D'autant plus que les équipes de Lingare devaient rendre compte régulièrement de leur travail, de l'efficacité de leurs formations, produire des rapports, à leurs partenaires. La rigidité de ces rapports internes questionnaient de fait la dimension égalitaire des rapports inter-régionaux liés aux travail. De fait, l'action de Lingare a régulièrement été freinée alors que l'association était sollicitée par des jeunes dans une situation économique très difficile et avec des projets et opportunités qui ne pouvaient pas contenir de dimension sociale. C'est le cas notamment de J., qui a demandé de l'aide pour ouvrir son épicerie de quartier, sans qu'il y ait de fonctionnement interne

---

<sup>33</sup> Entretien Rebah, porteuse de projet, Sidi Bouzid, 2017.

<sup>34</sup> Entretien Mongi, dirigeant association Rawafed, Sidi Bouzid, 2018.

<sup>35</sup> Entretien Hassan, dirigeant Lingare Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, 2018.

démocratique ou de finalité sociale autre que la survie de son gérant et de sa famille. À cet égard, les principes inflexibles de l'entrepreneuriat social sont perçus comme étant déconnectés du terrain par certains militants.

Les trajectoires poursuivies à la suite de la fin de la mission de Lingare Sidi Bouzid, sont éclairantes. Certains participants se sont tournés vers d'autres organismes de l'entrepreneuriat social, d'autres ont repris leurs études. Une partie non négligeable de ceux qui restent, dont certains dirigeants de Lingare ont choisi d'aller vers la promotion de l'entrepreneuriat classique à l'échelle locale. Cette reconversion n'est pas sans logique, l'impact reste au centre de la réflexion menée. En revanche, la hiérarchisation des revendications révolutionnaires mais aussi le sens que les acteurs leur accordent, changent. Pour ceux qui ont choisi de se reconverter dans l'entrepreneuriat, c'est moins l'adoption des modes de développement libéraux qui leur sied que la création de richesses au niveau local qui devient la priorité de l'action. La construction d'un contexte économique viable, duquel découleront des actions à portée sociale, se retrouve dans diverses initiatives dont le hackaton<sup>[36]</sup> organisé à la fin de l'année 2018 à l'Institut Supérieur des Études Technologiques de Sidi Bouzid est un exemple typique. La mise en visibilité des préoccupations des jeunes qui se sont présentés au concours, l'expérience commune et, surtout, l'opportunité fournie de pouvoir exposer ses idées permet de légitimer ce concours. Toutefois, les mécanismes constatés sont extrêmement proches de ceux que l'on a décrit avant. Le concours est basé sur une mise en situation concurrentielle et sur la performance orale<sup>[37]</sup> – individuelle et collective – des postulants devant un jury. Les attentes de ces juges, objectivées par une grille d'évaluation qui tient davantage d'appréciations personnelles, tend à la fois à normaliser les discours, les postures mais aussi les objets ciblés. Comme pour l'entrepreneuriat social, la reproduction des inégalités sociales est une des conséquences de ce type de procédure. La plupart des projets présentés par ces jeunes sont relatifs à la sécurité ou à la salubrité publique érigées en revendications principales, loin de celles qui étaient portées à la révolution.

---

<sup>36</sup> Le hackaton est une compétition qui se déroule sur plusieurs jours sans interruption et qui doit intégrer l'utilisation des nouvelles technologies dans le processus de création de l'entreprise. En l'occurrence, ce hackaton se déroulait sur 28 heures entrecoupées de plusieurs activités. Les concourants se répartissaient par groupes et devaient présenter un projet d'entreprise commun. Une première phase concernait le montage du projet, de l'idée aux stratégies de communication et à la commercialisation, en passant par le choix du nom, etc. La seconde, au bout des 28 heures portait sur la restitution synthétique du projet devant un jury suivie de questions. Enfin, le jury notait les groupes et déterminait alors le groupe vainqueur, annoncé lors d'une cérémonie.

<sup>37</sup> On constate dans cet exercice, une répartition imparfaite de la prise de parole dans le groupe à la faveur des participants qui ont déjà une expérience dans l'associatif, dans l'entrepreneuriat social ou classique ou dans des activités sociales. Ces processus sélectifs sont dans ce cadre renforcés par la fatigue, à laquelle la résistance est valorisée.

L'entrepreneuriat social qui mettait l'inclusion économique et socio-économiques des jeunes acteurs locaux, et principalement ceux issus des classes prolétaires est davantage un vecteur de reproduction des inégalités sociales dénoncées (Carpentier & Dutour, 2020). De par la difficulté de sa mise en place et la multiplication des processus de sélection qu'il implique, ce secteur est questionné à la fois par ses tenants mais aussi par ceux qui devaient bénéficier de ses propositions alternatives. L'échec, attribué à la structuration de l'économie nationale centralisée et aux rapports de domination existant dans les débats sur les modèles de développements, renvoie indéniablement au soulèvement de la fin de l'année 2010. Les trajectoires individuelles ou collectives des acteurs reflètent la conviction que la réponse aux revendications socio-économiques de l'époque passe par un développement local et une réappropriation des ressources de leur territoire (Carpentier, 2017) pour intégrer un modèle national.

Le rejet de la politique institutionnelle, la méfiance de la population tunisienne envers les partis politiques provient, en partie au moins, des promesses non tenues lors de la période de transition démocratique par les autorités. Ce dont nous avons discuté dans cet article en est une illustration concrète. Jusqu'ici, les politiques publiques engagées dans l'ESS et l'entrepreneuriat social, elles-mêmes produites de dynamiques existantes (et parfois mimétiques) se tiennent loin des effets escomptés au départ. Alors qu'elle devait contribuer à la réduction du chômage des jeunes en difficulté dans les régions les plus défavorisées et combler ainsi le manque d'investissement des acteurs privés et publics, et réduire les inégalités, la promotion de l'entrepreneuriat social semble avoir participé à des dynamiques inverses. L'exemple de Lingare l'a ici démontré : la normalisation du secteur, sa tendance à créer de la sélection sociale et à insuffisamment financer les projets répercutent les inégalités socio-économiques. En bref, l'ESS et l'entrepreneuriat social permettent majoritairement à des acteurs issus de la classe moyenne ou aisée de concrétiser leurs projets d'entreprise. Ainsi se forment les déconnexions population – autorités.

Kais Saied, président de la République tunisienne depuis 2019 et qui bénéficiait d'un succès certain au moment de la campagne présidentielle dans la région de Sidi Bouzid pour son combat contre la corruption des élites, a voulu renverser les perceptions. Par des méthodes populistes, Saied a tenté de valoriser le 17 décembre, et par la Sidi Bouzid et les régions de l'intérieur, au détriment du 14 janvier – date du départ de Ben Ali – comme date de célébration de la révolution<sup>[38]</sup>. Or, aucun changement n'est arrivé et la faille politique en Tunisie

---

<sup>38</sup> <https://www.france24.com/fr/afrique/20211217-la-r%C3%A9volution-tunisienne-comm%C3%A9mor%C3%A9e-le-17-d%C3%A9cembre-entre-festivit%C3%A9s-et-urgences-sociales>



s'est aggravée. Pire, les effets du covid et des inégalités sociales ont d'autant plus mis en avant une gestion toujours inégalitaire du pays.

**JULIEN DUTOUR**

## Bibliographie

- Amin Allal & Vincent Geisser (dir.), Tunisie. Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?, Paris, CNRS éditions, 2018, 471 pages
- Amin Allal, « Le « prix » de la Révolution en Tunisie », *Savoir/Agir*, vol. 34, n° 4, 2015, pp. 117-122
- Amin Allal, « Retour vers le futur. Les origines économiques de la révolution tunisienne », *Pouvoirs*, vol. 156, n° 1, 2016, pp. 17-29.
- Sylvain Allemand, « L'économie sociale et solidaire à l'heure de l'entrepreneuriat social », *Marché et organisations*, vol. 11, n° 1, 2010, pp. 93-105
- Michaël Béchir Ayari, « Des maux de la misère aux mots de la « dignité » La révolution tunisienne de janvier 2011 », *Revue Tiers-Monde*, hors-série, 2011, pp. 209 – 217
- Michaël Béchir Ayari, Vincent Geisser & Abir Kréfa, « Chronique d'une révolution [presque] annoncée, *L'Année du Maghreb*, n°6, 2011, pp. 359-387
- Asef Bayat, *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press, 2010, 304 pages
- Amor Belhedi, « Les disparités spatiales en Tunisie, état des lieux et enjeux », *Méditerranée*, n° 91, 1999, pp. 63 – 72
- Rabeb Ben Abdallah, Amina Béji-Bécheur & Olfa Zeribi. « Le rôle des réseaux d'acteurs dans la structuration du champ de l'ESS en Tunisie entre 2011 et 2016 », *RECMA*, vol. 354, n° 4, 2019, pp. 58-74,
- Rafaâ Ben Achour & Sana Ben Achour, « La transition démocratique en Tunisie : entre légalité constitutionnelle et légitimité révolutionnaire », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 92, n° 4, 2012, pp. 715-732
- Robert Benford & David A. Snow (trad. fr. Nathalie Miriam Plouchard), « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, n°99, 2012, pp. 217 – 255
- Sophie Boutillier & Dimitri Uzinidis. « L'entrepreneur schumpétérien », *La Pensée*, vol. 375, n°3, 2013, pp. 97-109
- Sophie Boutillier, « Comment l'entrepreneur peut-il ne pas être social ? », *Marché et organisations*, vol. 11, n° 1, 2010, pp. 107-125
- Michel Camau, « Un moment populiste tunisien ? Temporalité électorale et temporalité révolutionnaire », *Revue tunisienne de science politique*, vol. 3, sem. 1, 2020, pp. 65-98
- Irène Carpentier et Julien Dutour, « Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011 », *L'Année du Maghreb*, n°23, 2020, pp. 153-165
- Irène Carpentier, « Diversité des dynamiques locales dans les oasis du Sud de la Tunisie », *Cahiers Agricultures*, n°26, 2017, <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2017/03/cagri160206.pdf>
- Lydia Chabert – Dalix, Bouazizi. Une vie, une enquête, Tunis, Cérès Editions, 2012, 174 pages

- Quentin Chapus, « Le Maroc, l'autre « start-up nation » ? L'entrepreneuriat comme salut professionnel et social de la jeunesse marocaine », *Savoir/Agir*, vol. 45, n°3, 2018, pp. 85-91
- Larbi Chouikha & Éric Gobe, *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2015, 127 pages
- Larbi Chouikha & Éric Gobe. « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali », *Revue Tiers Monde*, vol. s, n°5, 2011, pp. 219-226
- Larbi Chouikha et Éric Gobe, « La Tunisie en 2012 : Heurs et malheurs d'une transition qui n'en finit pas », *L'Année du Maghreb*, n°9, 2013, pp. 385-407
- Abdelkarim Daoud, « La révolution tunisienne de janvier 2011 : une lecture par les déséquilibres du territoire », *EchoGéo* [En ligne], mis en ligne le 23 septembre 2011, consulté le 25 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12612>
- Stéphanie Dechézelles & Maurice Olive, « Introduction », *Norois*, n° 238 – 239, 2016, pp. 7 – 21
- Stéphanie Dechézelles & Maurice Olive, « Introduction. Les mondes familiaux comme espaces de critique sociale et de revendication politique », dans Stéphanie Dechézelles & Maurice Olive (dir.), *Politisation du Proche. Les lieux familiaux comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Coll. Respublica, 2019, 270 pages, pp. 9 – 32
- Jacques Defourny & Marthe Nyssens, « Approches européennes et américaines de l'entreprise sociale : une perspective comparative », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 319, 2011, pp. 18 – 35
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD), document synthétique, GIZ, 2015, 36 pages
- Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1986, 319 pages
- Jean-François Draperi, *L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoires et démocratie*, Dunod, 2011, 288 pages
- Fathi Elachhab, « L'économie sociale et solidaire en Tunisie, un potentiel troisième secteur ? », *RECMA*, n° 349, 2018, pp. 71 – 86
- Youssef El Chazli, « Sur les sentiers de la révolution. Comment des Égyptiens « dépolitisés » sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, pp. 843-865.
- Mathilde Fautras, « Injustices foncières, contestations et mobilisations collectives dans les espaces ruraux de Sidi Bouzid (Tunisie) : aux racines de la « révolution » ? », *Justice spatiale*, 2015, En ligne : <http://www.jssj.org/article/injustices-foncieres-contestations-et-mobilisations-collectivesdans-les-espaces-ruraux-de-sidi-bouzid-tunisie-aux-racines-de-la-revolution/> consulté le 16 mars 2023
- Alia Gana, « Aux origines rurales et agricoles de la Révolution tunisienne », *Maghreb - Machrek*, vol. 215, n°1, 2013, pp. 57-80

- Éric Gobe, "La Tunisie en 2020 : les mouvements de protestation au temps du Covid-19", *L'Année du Maghreb*, n°26, 2022, pp. 329-342
- Éric Gobe, "La Tunisie en 2021 : un coup politique peut masquer un coup d'État", *L'Année du Maghreb*, n°28, 2022, pp. 225-260.
- Éric Gobe et Larbi Chouikha, « La Tunisie politique en 2013: de la bipolarisation idéologique au «consensus constitutionnel»? », *L'Année du Maghreb*, n°11, 2014, pp. 301-322
- Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, trad. fr. Isaac Joseph, Michel Dartevelle et Pascale Joseph, *Frame Analysis : an Essay on the Organization of Experience*, Boston, Northeastern University Press, 1986, 600 pages, Paris, Editions de Minuit, 1991, 576 pages
- Matthieu Hély, « De l'économie sociale « historique » à « l'économie sociale et solidaire » : une nouvelle configuration des relations entre monde associatif et collectivités publiques », *Revue française d'administration publique*, vol. 163, n° 3, 2017, pp. 543-556
- Béatrice Hibou, « La formation asymétrique de l'État en Tunisie, Les territoires de l'injustice », dans Irène Bono, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb et Mohamed Tozy (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb, Maroc et Tunisie.*, Paris, Karthala, coll. *Recherches Internationales*, 2015, 442 pages, pp. 99 – 150
- Choukri Hmed, « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°5, 2012, pp. 797 – 820
- International Crisis Group, *La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie*, 2017, *Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord*, n°177, 31 pages
- Israël Kirzner, *Competition and Entrepreneurship*, Chicago, University of Chicago Press, 1973, 246 pages
- Jean-Louis Laville, « L'économie sociale et solidaire : pour une sociologie des émergences », *Informations sociales*, vol. 199, n° 1, 2019, pp. 52-60
- Nadia Marzouki, « La transition tunisienne : du compromis démocratique à la réconciliation forcée », *Pouvoirs*, vol. 156, n°1, 2016, pp. 83-94
- Doug McAdam, *Freedom Summer : Luttres pour les droits civiques, Mississipi 1964*, trad. fr. Célia Izoard, *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 368 pages, Marseille, Agone, 2012, 480 pages
- Hamza Meddeb, « L'ambivalence de la « course à "el khobza" ». Obéir et se révolter en Tunisie », *Politique africaine*, vol. 121, n°1, 2011, pp. 35-51
- Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale & le PNUD, *Étude Stratégique sur l'Économie Sociale et Solidaire – résumé*, 2017, 33 pages
- Alexander Osterwalder & Yves Pigneur, *Business model generation : a handbook for visionaries, game changers and challengers*, Hoboken, New Jersey, John Wiley and sons Inc, coll. *Strategyzer*, 2010, 288 pages
- Jean-Marc Salmon, *29 jours de révolution. Histoire du soulèvement tunisien*, 17 décembre 2010 – 14 janvier 2011, Paris, Les Petits Matins, 2016, 349 pages

- James C. Scott, « Infra-politiques des groupes subalternes », *Vacarme*, n°36, 2006, pp. 25-29
- Ester Sigillò et Damiano De Facci, « L'économie sociale et solidaire : une nouvelle économie morale pour la Tunisie ? », *L'Année du Maghreb*, n°18, 2018, pp. 51-68
- Johanna Siméant-Germanos, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, vol. 100, n°4, 2012, pp. 129-147
- Friedrich Ebert Stiftung : Amina Magouri, Nizar Alaya, Riadh Ben Jelili & Abdessatar Mabkhout, *Déséquilibres régionaux et inégalités sociales en Tunisie. Axes et actions prioritaires*, Tunis, Friedrich Ebert Stiftung, *Projet régional « Vers un développement juste dans la région MENA »*, 89 pages
- Table Ronde économique de Sidi Bouzid, *Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable (PREDD) du gouvernorat de Sidi Bouzid, Version provisoire*, 2014, 519 pages, p. 56

## Sitographie

- <https://ftdes.net/observatoire/>
- <https://nawaat.org/2017/07/17/meknassi-la-mine-de-phosphate-entre-tergiversations-gouvernementales-et-tractations-locales/>
- <http://www.pm.gov.tn/pm/actualites/actualite.php?lang=fr&id=8457>
- <https://www.ecomnewsmed.com/2016/10/31/la-tunisie-veut-adopter-leconomie-sociale-et-solidaire-pour-son-developpement/>
- <https://www.facebook.com/IESSTUNISIE/>
- <https://www.businessnews.com.tn/Nizar-Cha%C3%A2ri--je-suis-fier-d%C3%AAtre-un-ancien-du-RCD,520,123486,3>